



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

38 | 2014

Au défi de l'anthropocène : la nécessaire alliance des humanitaires et des environmentalistes ?

Il faut aider le Liban qui aide la Syrie !

Kamel Mohanna



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2972>
ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014
Pagination : 78-83
ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Kamel Mohanna, « Il faut aider le Liban qui aide la Syrie ! », *Humanitaire* [En ligne], 38 | 2014, mis en ligne le 15 septembre 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2972>

Tribune

Il faut aider le Liban qui aide la Syrie !

Dar Kamel Mohanna

Dans cette tribune, le président fondateur de l'association libanaise Amel International attire l'attention sur la situation que rencontre le Liban depuis le début de la crise syrienne. Il y appelle les ONG occidentales, et plus largement la communauté internationale, à aider les ONG locales à faire face à l'effet domino engendré par cette crise. Il le fait en contestant les dérives qui, selon lui, ont perverti un modèle humanitaire engagé, militant, désintéressé.

On ne peut qu'être sidéré devant le déchaînement massif du dispositif international humanitaire suite à toute crise affectant une population donnée. Tandis que son savoir-faire et ses ressources sauvent incontestablement des vies, ses moyens de mise en œuvre et le coût de ses actions posent à tout le moins question quand on voit comment les organisations locales sont souvent traitées : simple moyen d'accès aux populations concernées, pas suffisamment fiables pour gérer des programmes indépendamment et, finalement, objets d'une permanente attitude de condescendance de la part des acteurs internationaux. Cette dérive d'un idéal humanitaire est parfaitement à l'œuvre s'agissant de la crise syrienne et de ses effets sur l'un de ses voisins immédiats : le Liban.

— De l'évolution contestable de l'action humanitaire

L'industrialisation de l'aide humanitaire et du développement a eu des conséquences désastreuses sur les principes d'humanisme et de solidarité et, par voie de conséquence, sur l'impact attendu des actions humanitaires, de coopération ou de développement. Malgré le nombre très élevé d'institutions gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales qui ne font qu'augmenter en absorbant des budgets faramineux, nous sommes tous à même de constater qu'aujourd'hui nous vivons dans un monde où sévit une crise multiple – alimentaire, énergétique, financière – et une multiplication des conflits violents, surtout en contexte urbain, avec des pertes de vies énormes et des déplacements massifs de population.

L'humanitaire doit retourner à sa forme solidaire, un humanitaire profondément et sincèrement engagé pour la cause juste des peuples, un humanitaire tel celui qui prévalait dans les années 1970-1980, avant que la mondialisation de l'économie de

marché et l'affaiblissement de l'État ne fassent dériver l'action humanitaire vers un excès de professionnalisme technique, une surmédiation et le *charity business*. Le transnationalisme et l'effacement progressif des frontières peuvent permettre aux citoyens internationaux d'aujourd'hui de travailler ensemble pour un monde plus juste.

Le Liban a été le « théâtre » de multiples interventions humanitaires et de développement et il faut bien admettre qu'on a vu de tout. Ce faisant, on a assisté à l'évolution de l'humanitaire et aux formes qu'il a prises durant les différentes crises qui ont secoué le pays. Pendant la guerre civile qui a duré plus de quinze ans, nous avons été témoins de la solidarité et des valeurs humanistes qui animaient les volontaires internationaux venus vivre avec nous notre tragique quotidien en risquant leurs vies au même titre que nous. Ils le faisaient sans aucune autre motivation que celles de la solidarité et de la générosité et n'avaient en général aucune attente d'ordre pécuniaire. Après la guerre (1990), les choses ont changé. Nous avons été témoins du changement de profil des humanitaires qui venaient en « donneurs de leçons », souvent bardés de diplômes mais très éloignés de la réalité du terrain. Représentants d'ONG (du Nord évidemment) devenues très riches, ils étaient les nouveaux acteurs de l'humanitaire et les « aventuriers du XXI^e siècle », pour paraphraser Bernard Kouchner. Nous avons alors vu défiler des consultants et des experts techniques envoyés par les ONG partenaires pour nous apprendre notre travail alors qu'ils n'avaient souvent aucune connaissance du terrain. Nous avons éprouvé l'arrogance de nombreux représentants de partenaires et de bailleurs qui prétendaient savoir mieux que nous ce qui devait être fait sur le terrain et comment !

— Des conséquences de la crise syrienne au Liban

Et aujourd'hui le Liban est de nouveau confronté à une crise, dont l'ampleur est sans précédent. Depuis 2011, le Liban a ouvert ses frontières aux réfugiés syriens fuyant leur pays ravagé par la guerre. Selon les chiffres du HCR, il y a actuellement presque un million de réfugiés syriens enregistrés ou en attente d'enregistrement au Liban, mais les autorités libanaises estiment que leur nombre est beaucoup plus élevé, peut-être 1, 5 million pour un pays de seulement 4 millions d'habitants. Pourrait-on imaginer 20 millions de personnes se réfugiant dans un pays comme la France ? Le poids que cela représente pour le Liban,

qui connaissait déjà une instabilité politique et économique endémique, est difficilement mesurable. Les réfugiés syriens ont trouvé refuge à travers tout le pays, mais le plus grand nombre d'entre eux s'est installé dans des régions où les taux de pauvreté sont les plus élevés comme le Nord-Liban, la vallée de la Bekaa, la banlieue sud de Beyrouth (Mont-Liban) ou le Sud-Liban.

Si au début de l'arrivée des réfugiés, les communautés libanaises et palestiniennes ont fait preuve d'une immense hospitalité en les accueillant dans leurs maisons et en partageant avec eux le peu dont elles disposaient, la situation devient intenable aujourd'hui dans un contexte de grogne sociale généralisée. Contrairement aux autres pays accueillant des réfugiés syriens, le Liban n'a pas institué des camps officiels de réfugiés si bien que ces derniers ont pu se déplacer librement sur le territoire et s'intégrer dans les communautés locales. De ce fait, les réfugiés sont entrés en compétition avec la population hôte pour l'accès aux ressources et aux moyens de subsistance, en soumettant les marchés de travail locaux à rude épreuve. Cette augmentation inattendue de la population en un si court intervalle, a mis en difficulté les infrastructures publiques libanaises de base, comme la santé ou l'éducation et dans certaines régions, cette présence a renforcé les tensions intercommunautaires et provoqué une escalade des violences.

Selon une étude récente de la Banque mondiale, le Liban a perdu 7,5 milliards de dollars depuis le début de la crise syrienne et d'ici la fin 2014, on craint que le taux de chômage ne double : environ 170 000 Libanais basculeraient alors dans la pauvreté, s'ajoutant au million qui vit actuellement en dessous du seuil de pauvreté. De plus, la situation sécuritaire ne cesse de se dégrader : voitures piégées, attentats terroristes, un sentiment de panique générale s'installe dans le pays. Tout cela a un goût amer de déjà-vu : nous sommes devant une situation catastrophique et explosive !

L'aide humanitaire dont bénéficient les réfugiés syriens crée beaucoup de frustrations dans les rangs des Libanais vulnérables qui se sentent abandonnés par l'État et la communauté internationale, alors qu'ils affrontent les mêmes difficultés que les réfugiés pour subsister. Certes, ces derniers temps, les agences humanitaires opérant au Liban ont pris en compte les Libanais vulnérables et pris soin d'inclure constamment un certain pourcentage d'entre eux parmi leurs bénéficiaires. Cette prise de conscience est relayée par l'État libanais qui ne cesse d'avertir sur le besoin de soutenir le pays à dépasser cette crise sans précédent. Mais cela n'est pas suffisant : la communauté

internationale doit passer des promesses aux actes et œuvrer pour la stabilité du Liban, même si les bonnes résolutions risquent de tomber sans une résolution du conflit en Syrie.

En avril 2012, Amel a lancé un programme d'urgence à la crise des réfugiés syriens au Liban. Dans le cadre de ce programme, l'association a fourni plus de 270 000 services aux populations affectées dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection de l'enfance ou du renforcement des moyens de subsistance. À travers ses 24 centres et 6 cliniques mobiles, Amel a été en mesure de maintenir une présence permanente jusque dans les régions et aux moments les plus sensibles quand certaines organisations internationales retiraient leur personnel pour des raisons sécuritaires. La présence ancienne et durable d'Amel dans les communautés respectives a en effet favorisé l'acceptation de l'aide destinée aux réfugiés syriens, tout en prenant en compte les besoins des populations locales et en favorisant la cohésion sociale entre les uns et les autres. De ce point de vue, Amel adopte à travers ses programmes une approche compréhensive et communautaire afin de limiter les tensions entre les réfugiés et la population d'accueil et d'apporter à tous une réponse adaptée à leurs besoins.

Vers une réponse locale aux situations d'urgence complexe

Ce cas de déplacement massif et l'intégration des réfugiés dans les communautés locales est unique non seulement dans l'histoire du Liban, mais dans l'histoire de tout autre pays d'une taille équivalente. C'est pour cela que la porte d'entrée pour secourir les réfugiés syriens doit se faire à travers les communautés d'accueil, qui ont vu leurs opportunités de développement anéanties du fait du conflit en Syrie et de ses conséquences sur le Liban. C'est la raison pour laquelle la réponse à cette crise doit être une réponse locale, en accord avec les spécificités locales et régionales et non pas une intervention standard promue par les organisations internationales. La société civile libanaise, avec Amel en tant que promoteur, insiste sur l'importance de bâtir un partenariat d'égal à égal entre les organisations intergouvernementales, non gouvernementales et les agences des Nations unies dans le cadre de la réponse à la crise syrienne, pour éviter la création des structures parallèles et la compétition pour le financement. Nous refusons que les organisations internationales prennent la place des organisations nationales ! Nous exhortons les agences

humanitaires internationales à faire preuve de plus d'humilité dans la gestion de leurs ressources, matérielles ou humaines. Toute l'aide devrait être allouée aux populations affectées et ne pas être dépensée en campagnes de visibilité ou en frais de gestion !

Ensemble, nous devons presser la communauté internationale pour trouver une solution politique à la guerre en Syrie. En même temps, on doit répondre aux besoins urgents des réfugiés syriens et éviter la dégradation des conditions de vie de la population libanaise. En fonction des différents scénarios qui se présentent à nous, trois plans d'action sont envisageables :

- premièrement, mettre en place un plan national compréhensif dans le secteur économique et social par le gouvernement libanais, les municipalités et la société civile libanaise, en coordination avec les agences des Nations unies et les organisations internationales ;
- deuxièmement, définir un plan de contingence au cas où « la bataille de Damas » ait lieu. Dans ce cas-là, on peut s'attendre à ce qu'un million de réfugiés syriens supplémentaires se réfugient au Liban : nous devons être prêts pour cela ;
- enfin, un plan d'action devrait être déjà envisagé si une solution politique est trouvée au conflit en Syrie : tous nos efforts devront alors se diriger vers la reconstruction du pays et le renforcement de la société civile.

Au vu des défis que traverse le monde d'aujourd'hui, au premier rang desquels sans doute la crise syrienne, nous devons revenir à un humanitaire pleinement solidaire et freiner cette machine humanitaire internationale qui consume plus de ressources qu'elle ne produit de résultats. La compétition et l'attitude condescendante des organisations internationales envers les organisations locales doivent s'arrêter et des partenariats d'égal à égal doivent être mis en place. Cela s'applique à la situation du Liban aujourd'hui, qui est devant une situation catastrophique et explosive. Cela s'appliquera demain dans d'autres contextes.

Il faut aider le Liban qui aide la Syrie !

L'auteur

Kamel Mohanna est médecin, professeur de pédiatrie à l'université libanaise, président d'Amel Association International et coordinateur général du réseau des ONG arabes et libanaises.